

Les débats participatifs

Première série d'interventions orales



Intervention du représentant du PASOK: L'Europe des peuples existe, mais pas l'Europe des gouvernements. Il ne faut pas punir les peuples pour les fautes des gouvernements. Les valeurs du peuple grec ne suffisent pas pour faire de la bonne politique. Si Caramanlis ne s'est pas enrichi, il a laissé ses partisans le faire en négociant les contrats, notamment d'armement. Or aucun Etat particulier n'a vocation à aider le peuple grec, ni l'Allemagne, ni la Chine, ni les Etats-Unis; reste l'Europe, qui n'a plus les ressources nécessaires et qui fait donc appel au FMI.

Francis, du 19^{ème} : je suis satisfait d'avoir entendu le représentant du PASOK, parce qu'il n'a pas été assez question de la Grèce ; je voudrais entendre un avis sur le cas spécifique de la Grèce. Papandreou lui-même a dit que l'argent a servi à enrichir les politiques : un économiste grec a prétendu que la Grèce avait raté son entrée dans l'Europe faute d'avoir réglé ses problèmes intérieurs : clientélisme, déficit, travail illégal...

Qu'en est-il, et quelles solutions peut-on envisager: restructuration ou annulation de la dette, plan de rigueur atténué ?

Un participant grec : La Grèce est ma patrie, la France est mon pays. Je vais tous les mois en Grèce et je dis que l'argent de Bruxelles destiné aux infrastructures a été dilapidé. Depuis le XIX^{ème} siècle, la Grèce n'a pas eu de diplomatie extérieure, elle a toujours compté sur les autres, Russie, Angleterre, France et autres, pour la garantir contre l'ennemi héréditaire turc. La référence à l'Antiquité a dispensé la Grèce de rien faire.

Les Grecs sont, dans leur majorité, hostiles à leur Etat. Il ya un grand exode des cerveaux. Cependant la Grèce fait partie des peuples qui ont une culture nationale, qui implique le respect de sa propre dignité au nom de laquelle les Grecs sont capables de se serrer la ceinture et de payer la dette jusqu'au bout. Je ne sais pas si c'est une bonne chose. D'ailleurs aucun gouvernement grec n'a jamais demandé à l'Allemagne de lui payer les réparations des dommages de guerre évaluées à 70 milliards de dollars au taux de 1938

Richard du XVI^{ème} : quelles sont actuellement les réactions du peuple grec et comment le gouvernement y répond-il ?

REPONSES

Marie Karel: Ce n'est en effet pas par hasard que la Grèce, maillon faible de l'Europe, a été la première à subir l'assaut des spéculateurs. L'héritage de la dictature fait que les grecs ne se sentent pas solidaires de ce que fait leur gouvernement. Sur la falsification des comptes, les gens demandent à présent que les responsables soient identifiés, mais la presse, elle-même compromise, ne relaie pas cette demande.

Un jeune économiste grec récemment expatrié : on n'a pas beaucoup parlé de la Grèce, mais c'est au nom de l'Europe qu'il faut parler. C'est parce que l'Europe ne parle pas que le FMI a fait son entrée dans la crise européenne. Les banques sont venues en Grèce parce que 80% des grecs possèdent un bien immobilier. Par les crédits non remboursés, les banques, les Américains, les français, les Allemands vont s'approprier la Grèce ; ils achètent déjà des îles.

Il faut aussi parler des achats d'armement. Pourquoi la signature de l'accord financier a-t-elle coïncidé avec l'achat de frégates à la France pour un montant de 2,5 milliards d'euros ? Les jeunes Grecs qui gagnent 900 euros et qui paient leurs impôts n'ont pas de problèmes avec les Turcs. J'ai quitté mon pays il ya un mois parce qu'il n'ya pas d'avenir pour moi dans mon pays.

Première série de QUESTIONS SUR PAPIER

- Pourquoi le FMI a-t-il si mauvaise réputation chez nos intervenants de ce soir ?
- Pourquoi les dépenses militaires grecques sont-elles les plus élevées de la zone euro en pourcentage du PIB ?
- Cette crise ne risque-t-elle pas de favoriser la montée des extrémismes et du sentiment anti-européen ?
- Cette crise peut-elle faire revenir les Européens vers la gauche ?

Sur les dépenses militaires, **le représentant du PASOK:** le Pasok essaie d'avoir des relations d'amitié avec tous les pays voisins, dont la Turquie. Le péril turc est faible et le PASOK veut apaiser les différends pour économiser les armements.

Marie Karel : En même temps qu'était accordée l'aide, le FMI a demandé à la Grèce de réduire des dépenses militaires inutiles, mais la France et l'Allemagne ont cependant conditionné leur accord au maintien des ventes d'armements.

Sur la mauvaise réputation du FMI et sur la Grèce: **Jean-Louis Bianco :** je n'ai pas beaucoup parlé de la Grèce ce soir parce qu'il y a des Grecs ici et que c'est à eux d'en parler, et parce que le problème, c'est l'Europe.

Le FMI a mauvaise réputation parce qu'il s'est toujours trompé depuis plus de 40ans. Il a pratiqué un dogmatisme stupide au détriment des peuples.

Le fait que l'on ait eu besoin de l'argent du FMI en Europe va-t-il rapprocher les peuples ? Je veux le croire, parce que, pour des tas de gens, ce que disaient des économistes, des gens de gauche, des chefs d'entreprise, et toutes sortes de gens de bon sens, que le capitalisme marche sur la tête, est devenu une évidence. Si l'on n'est pas capable d'avoir un sursaut des peuples pour l'Europe, on ne s'en sortira pas.

Sur le maquillage de la dette: **Rachel Cado :** la Grèce n'est pas seule à l'avoir fait. L'Allemagne aussi : c'est inhérent à l'Europe toute entière et à un système financier où le taux d'inflation était supérieur aux taux d'intérêt, donc favorable à l'endettement pour les particuliers, comme pour l'Etat. Il faut donc trouver des solutions non seulement pour la Grèce, mais pour l'Europe; dans les transactions à New-York ou à Dahrhan, c'est déjà de la «dette européenne» qu'on vend ou qu'on achète. On va sans doute arriver à un

rééchelonnement de la dette et il faudra alors des négociations intra-européennes face aux créanciers internationaux.

Sur les extrémismes en Europe : **Dominique Bertinotti** :

Aujourd'hui les citoyens ne supportent plus les injustices que la crise du capitalisme financier a fait paraître au grand jour. Nous perdrons le combat contre les extrémismes si nous parlons au nom de nos intérêts nationaux. La solidarité avec le peuple grec se fonde avant tout sur le sentiment d'une communauté de destin. Les solutions à la crise grecque ne sont pas grecques. Les dérives dénoncées en Grèce ne sont pas grecques. Regardons un instant du côté des subventions agricole européennes. La réponse à la crise ne peut être qu'européenne.

C'est l'Europe qui doit parler à la Chine ou à la Turquie. La Chine émerge aujourd'hui au premier plan. Il n'y a aucune fatalité à ce qu'un pays faible reste faible surtout quand ce pays a généré jadis l'une des plus grandes civilisations. Quant aux relations de la Turquie et de l'Europe, on est en train de payer cher sur les plans économique et diplomatique le fait de n'avoir pas défini une vraie position européenne. Où est en Europe la volonté politique de tirer l'Europe vers le haut, qui animait Mitterrand et Kohl ? Face à la panne de la politique européenne, le discours européen que tiendra la gauche sera un des éléments de réponse à la crise et la meilleure des résistances à la montée des extrémismes.

Dernière série de questions orales :

Odile, Paris 14^{ème} : plaide pour le non-paiement des dettes au système bancaire devenu une véritable économie virtuelle. En termes d'économie réelle, les débiteurs tiennent les banques plutôt que l'inverse. Les peuples doivent refuser ce système qui va précariser ceux qui sont déjà les plus pauvres. On le mesure avec les ONG agissant en Afrique. . Ce système ne nous tient pas, n'est-ce pas nous qui le tenons ?

Alain : IL y a dans le monde une masse financière baladeuse depuis dix ans. Le premier pays en faillite, c'est d'abord la Californie, laboratoire du néo-libéralisme., qui a initié la baisse des prélèvements publics.

Il ne faut pas délocaliser vers Dubaï et les économies de rente pétrolière, qui ne créent pas de salaires ; il ne faut pas délocaliser vers la Chine, Etat dictatorial militaire, dont la croissance à 10% n'apporte rien à la population.

Les prédateurs financiers se sont d'abord attaqués aux pays pauvres en spéculant sur la dette, sur les produits alimentaires sur le pétrole et en créant les sub-primes. Maintenant qu'ils s'attaquent aux pays riches, seule l'Europe peut arrêter les prédateurs financiers, mais ne doit-elle pas être pour ce faire pas une Europe protectionniste, fermée ?

Un étudiant de Sciences Po : Ne pensez-vous pas qu'il faut détruire l'euro pour protéger l'Europe ? L'Europe est une création humaine au service des peuples; si elle ne les sert plus, il faut la remplacer par autre chose.

A l'a communauté de destin, je préfère la communauté de dessein. Nos politiques sont aujourd'hui réduits à la gestion du supermarché Europe. Je veux que nos politiques ne se consacrent pas à vendre des trains, mais qu'ils investissent dans le peuple, car la vraie richesse, c'est le peuple.

Jean-Louis Bianco : je pense que l'euro, c'est mieux que pas d'euro, même si, dans la crise actuelle, on peut être amené à penser le contraire. C'est un débat plutôt théorique; mais, en tout cas, un peu de protectionnisme est possible par rapport aux pays qui ne respectent pas les normes sociales et environnementales, et que l'argent gagné peut aller au développement de ces pays et de nos régions pauvres.

Dernière série de questions sur papier :

- 1) l'appellation «PIGS» (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) n'est-elle pas humiliante ?
- 2) ne faut-il pas libérer les énergies et les intelligences, non seulement dans les territoires, mais aussi dans les entreprises?
- 3) Quel est le rôle des paradis fiscaux dans la crise?
- 4) Qui se cache derrière les marchés qui déstabilisent les économies?
- 5) Si la croissance, liée au modèle la consommation, est la solution, cette croissance peut-elle être exponentielle?
- 6) Quel organisme pourrait éviter qu'en Grèce les créanciers fassent main basse sur les biens des Grecs?
- 7) Es-il possible de mutualiser la dette au niveau européen et de metre sur pied un plan européen de relance?
- 8) La solidarité de la France avec la Grèce n'est-elle pas due à l'importance des intérêts français en Grèce?
- 9) L'incapacité de l'Europe ne vient-elle pas de l'Acte Unique Européen qui n'a pas prévu de contrepoids politique fort à la libre circulation des biens?

Sur la main mise sur les biens des Grecs : **témoignage du jeune économiste grec**: Les biens des grecs qui consistent en maisons et en terres ont été acquis avant l'entrée dans l'Union. En s'installant en ville, les ruraux ont gagé les crédits de leurs appartements sur ces biens, Ils ne les ont pas vendus aux grosses compagnies agro-alimentaires. Le revenu moyen est de 1000 euros, le mien, par exemple; je possède une maison à la campagne et j'ai obtenu un crédit de 800euros par mois...

Rachel Cado: Emettre de la dette européenne, c'est pouvoir emprunter à meilleur prix et créer une solidarité. Il faudrait que les Européens veillent à ce qu'en Espagne, pays le plus vulnérable au risque des sub-primes, les ménages endettés ne soient pas expulsés. Les paradis fiscaux européens commencent à être surveillés, mais les capitaux quittent le Luxembourg pour Hong Kong et les nouveaux paradis fiscaux que sont maintenant le Moyen-Orient et la Chine

Jean-Louis Bianco : la démocratie sociale est essentielle, ne serait-ce qu'en termes d'efficacité économique, mais nous la voulons au nom de la dignité des personnes, au nom de la justice: elle implique la participation, avec 30% des travailleurs dans les conseils d'administration. Tous les syndicats n'y sont pas favorables, cela nous ramène au nécessaire renforcement des syndicats prôné par Ségolène. En amont de toutes les décisions importantes, il faut des discussions avec les travailleurs, avec les territoires, les élus, les consommateurs, c'est « **la démocratie jusqu'au bout** » comme disait Jaurès.

Démocratie participative, comme ce soir,

Démocratie sociale dans l'entreprise, démocratie décentralisée, comme on l'a dit, pour libérer les énergies des territoires,

Démocratie du parlement pour que l'exécutif ne décide pas seul

Démocratie dans les médias

La voie de changement vers le socialisme, c'est pour moi davantage de démocratie.